

Le réseau de l'aide juridique
au service des gens...



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Avril 2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU 3^e GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
01	Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
02	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2022-2023, indiquer : a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	2
06	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2022-2023. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la justice par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	4
07	Liste et détail de tous les mandats donnés à la société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.	5
09	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a. Le mandat; b. Les membres; c. Le budget; d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres; e. Le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023; f. Les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.	6
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	10
12	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère ou le cabinet et par chaque organisme qui en relève en 2022 2023, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	11
13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a. La liste de tous les concours et tirages réalisés; b. Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c. L'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d. La liste des concours qui ont pris fin.	12

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 : a. Le nom de toutes les campagnes; b. Les coûts de ces campagnes; c. Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d. Les dates de diffusion de la campagne; e. Les objectifs visés par chaque campagne.	13
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a. Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b. Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c. Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme; d. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	14
20	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités, auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer : a. Le lieu; b. Le coût; c. La ou les dates de participation; d. Le nombre de participants; e. Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f. Le nom de la formation ou de l'activité.	15
21	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. Le nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b. La liste des personnes à rencontrer, en précisant le but de la rencontre; c. Les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d. La liste des participants à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	20
22	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 : a. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b. Le nom du ou des organismes bénéficiaires; c. Le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	21
48	Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2022-2023, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique.	22

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
49	Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.	24
50	Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.	25
51	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2023.	26
52	Pour 2022-2023, fournir : a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique; b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ; c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique.	27
53	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	28
54	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2022-2023 : a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique	30
55	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	32
56	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2022-2023 : a. Description détaillée de chacune des étapes du procès; b. Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privés, pour chacune des corporations régionales; c. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; d. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; e. Nombre de mandats émis à la pratique privée; f. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	34

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
57	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	37
58	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	39
59	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	40
60	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais en 2022-2023.	42
61	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	43
62	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2022-2023.	44
63	Ventilation détaillée des effectifs, au 31 mars 2023, pour la Commission des services juridiques ainsi que pour chacun des bureaux d'aide juridique régionaux.	45
64	Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2022-2023. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.	48
65	En 2022-2023, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant.	49
67	Liste des mandats accordés en 2022-2023 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a. Le nom et l'adresse du professionnel; b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d. Les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié; e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	50

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
68	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour l'année 2022 2023.	53
87	Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches pour les augmenter.	54
97	Bilan détaillé des mesures de la stratégie des délais en matière criminelle et pénale, ventilé et sommes octroyées par mesure en date du 31 mars 2023.	55

Question 01	Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère et chacun de ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s’il s’agit d’achat de logiciels ou de licences, de matériel, d’entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
-------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2022-2023 (K\$)
Logiciels et matériel	157,6 K\$
Services professionnels	
• Interne	0 \$
• Externe	1,4 K\$
• CSPQ / ITQ	0 \$
TOTAL	159,0 K\$

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 02	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2022-2023, indiquer : a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration

- Me Daniel LaFrance (président)
- Me Nadine Koussa (Vice-présidente)
- M. Gilles Baril (commissaire)
- Me Isabelle Simard (commissaire)
- Me Réjean Olivier Lebel (commissaire)
- Me Simon Roy (commissaire)
- Me Amélie Binette (commissaire)
- Me Marie-Josée Héту (commissaire)
- Mme Nadine LeGal (commissaire)
- Me Amélie Charlebois (commissaire)
- Me Sophie Noël (commissaire)
- Me Joanie Lalonde-Piecharski (commissaire)
- Mme Stéphanie Zeitouni (Commissaire, délégué du sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- Me Julien-Maurice Laplante (Commissaire. délégué du sous-ministre de la Justice)

B. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération

Prénom et nom	Titre	Dates du début	Dates de la fin	Rémunération

C. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv

Prénom et nom	Titre	Dates du début	Dates de la fin	Rémunération
Me Simon Roy	Commissaire	25 janvier 2023	24 janvier 2026	Décret 94-2023

D. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

Prénom et nom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
Me Daniel LaFrance	Président	954 \$	349 \$	200 \$
Me Nadine Koussa	Vice-présidente	1 460 \$	377 \$	200 \$
M. Gilles Baril	Commissaire	1 151 \$	362 \$	0 \$

Question 02	Suite
-------------	-------

Me Isabelle Simard	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Réjean Olivier Lebel	Commissaire	214 \$	0 \$	0 \$
Me Simon Roy	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Amélie Binette	Commissaire	728 \$	112 \$	0 \$
Me Marie-Josée Héту	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Mme Nadine LeGal	Commissaire	132 \$	165 \$	0 \$
Me Amélie Charlebois	Commissaire	221 \$	112 \$	0 \$
Me Sophie Noël	Commissaire	221 \$	112 \$	0 \$
Me Joanie Lalonde-Piecharski	Commissaire	221 \$	135 \$	0 \$
Mme Stéphanie Zeitouni	Commissaire, délégué du sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale	0 \$	0 \$	0 \$
Me Julien-Maurice Laplante	Commissaire, délégué du sous-ministre de la Justice	0 \$	112 \$	0 \$
	<u>Total</u>	<u>5 302 \$</u>	<u>1 836 \$</u>	<u>400 \$</u>

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 06	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2022-2023. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la justice par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Les réalisations 2022-2023

Mise à niveau des systèmes informatiques et de technologies de l’information

Ventilation des sommes allouées dans le réseau

2022-2023	
Régions	Montant
Abitibi-Témiscamingue	53 886 \$
Bas St-Laurent-Gaspésie	41 254 \$
Côte-Nord	26 593 \$
Estrie	56 495 \$
Laurentides-Lanaudière	72 671 \$
Mauricie-Centre-du-Québec	50 260 \$
Montréal	190 599 \$
Outaouais	75 248 \$
Québec	51 823 \$
Rive-Sud	89 929 \$
Saguenay-Lac St-Jean	49 025 \$
CSJ	46 700 \$
Total	804 483 \$

Sommes avancées en 2022-2023 par le fonds de suppléance du conseil du trésor : Aucune

Question 07	Liste et détail de tous les mandats donnés à la société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.
-------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Date	Nombre de mandats	Description du mandat	Dépense 2022-2023
1 ^{er} juin 2022	1	Réaménagement de locaux – Montréal (5858 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec)	404 440 \$
1 ^{er} avril 2022	1	Réaménagement de locaux – Montréal (1717 Boulevard Saint-Martin, Laval, Québec)	40 000 \$
1 ^{er} avril 2022	1	Réaménagement de locaux – Montréal (5879 Boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord, Québec)	8 261 \$
1 ^{er} avril 2022	1	Réaménagement de locaux – Montréal (800 Boulevard de Maisonneuve, Montréal, Québec)	76 635 \$
Total	4		529 336 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a. Le mandat;
- b. Les membres;
- c. Le budget;
- d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;
- e. Le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023;
- f. Les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question 09

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a. Le mandat;
- b. Les membres;
- c. Le budget;
- d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;
- e. Le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023;
- f. Les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2022-2023
Association des régimes d'aide juridique du Canada	Assurer une structure permettant d'échanger de l'information et des points de vue au sujet des besoins et services juridiques ainsi que de discuter de problèmes existants et de l'évolution des divers régimes, de même que de divers aspects de l'aide juridique et de questions publiques pertinentes qui représentent un intérêt national en matière d'aide juridique.	Me Marie-Claude Marcil	18
Comité consultatif sur la violence conjugale et de la pratique judiciaire	Soutenir les victimes, leur offrir davantage d'information, de conseils et de représentation. Rapprocher les maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et les bureaux d'aide juridique.	Me Marie-Claude Marcil	3
Comité d'arrimage tactique et opérationnel avec les partenaires-Programme Lexius	Discuter de l'arrimage entre la transformation de la Justice gouvernementale et les divers partenaires de la justice	Me Richard La Charité	2
Comité de suivi tripartite créé à la suite du rapport final du Groupe de travail indépendant (GTI) sur la réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique	Procéder à l'analyse de chacun des actes juridiques tarifés afin de faire refléter le temps réellement consacré à la charge de travail des avocats	Me Daniel LaFrance Me Nadine Koussa Me Richard La Charité	11 10 1
Comité stratégique PAJ-SM	Assurer un déploiement uniforme du programme d'accompagnement Justice-Santé mentale dans toutes les régions du Québec	Me Richard La Charité	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2022-2023
Forum Québécois sur l'accès à la justice civile et familiale	Développer des solutions permettant de bien aiguiller le citoyen sur les services qui s'offre à lui	Me Daniel LaFrance	2
Forum sociojudiciaire autochtone	Lieu d'échange formel en vue de favoriser de meilleures collaboration et concertation en matière de services sociaux, policiers, judiciaires et correctionnels	Me Marie-Claude Marcil	2
Comité consultatif des organismes du portefeuille Justice	Ce comité consultatif vise à assurer une saine gestion des dossiers conjoints des organismes formant le portefeuille «Justice» et le ministère de la Justice en ressources informationnelles, humaines et financières et contractuelles au regard des enjeux et des orientations stratégiques ministérielles et gouvernementales. - Créer une synergie entre la sous-ministre associée et les dirigeants des organismes - Partager l'expertise et les outils - Dégager des enjeux et préoccupation relatifs aux différents volets de gestion	Mme Claudie Côté	2
Sous-comité en ressources informationnelles des organismes Justice	Ce comité veut permettre aux membres des organismes sous le portefeuille Justice d'échanger quant à leurs pratiques et leurs expériences pour s'améliorer et innover; partager leurs réalités et outils; apprendre à se connaître comme collègues immédiats et mettre en commun des projets similaires.	Mme Claudie Côté M. Carl Pineault	2 2
Sous-comité en RH des organismes Justice	Ce comité veut permettre aux membres des organismes sous le portefeuille Justice d'échanger sur l'ensemble des sujets en ressources informationnelles. Le comité permettra d'établir une structure de gouvernance et de collaboration, facilitera la reddition de compte et favorisera la mise en commun des politiques, directives et processus.	Mme Claudie Côté Mme Marie-Eve Charest	3 1
Groupe de travail permanent sur l'aide juridique fédéral-provincial-territorial (GTP-FPT)	Compte tenu de l'importance de l'aide juridique pour : • Favoriser l'accès à la justice pour les personnes vulnérables et défavorisées sur le plan économique, et • le fonctionnement équitable, efficace et efficiente du système de justice	Me Marie-Claude Marcil M. Yves Boisvert	8 5

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2022-2023
	Le Groupe de travail permanent fédéral-provincial-territorial (FPT) sur l'aide juridique (GTP) doit conseiller et soutenir les sous-ministres FPT responsables de la justice et de la sécurité publique pour assurer la prestation de services d'aide juridique aux personnes admissibles, y compris celles qui sont accusées d'infractions criminelles et celles qui ont besoin d'aide juridique dans les affaires liées à l'immigration et au statut de réfugié, au moyen d'un partenariat continu et d'une constante collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les régimes d'aide juridique.		
Groupe de travail sur le tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Améliorer l'accompagnement et l'expérience des personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale dans le processus judiciaire.	Me Daniel LaFrance Me Nadine Koussa	1
Programme de consolidation des centres de traitement informatique (PCCTI)	Consolider les salles de traitement informatique	Carl Pineault	11
Réseau des responsables de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels	Discuter et présenter divers sujets liés à l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels.	Me Richard La Charité	Aucune rencontre, consultations réalisées par courriel.
Réseau des responsables de l'application des règles contractuelles.	Sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, tenir les responsables à jour sur les changements apportés au cadre législatif et réglementaire en matière contractuelle	Mme Claudie Côté	10
Table de concertation en matière de petites créances.	Cette table a pour objectif d'échanger sur les outils, les pratiques et les orientations en matière de petites créances.	Me Nadine Koussa	1

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

Question 12	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère ou le cabinet et par chaque organisme qui en relève en 2022 2023, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
-------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Firme	Coût
Normandin Beaudry	28 873 \$ *

* Ce montant représente le coût total du mandat qui a été défrayé en part égale entre la CSJ, le Ministère de la Justice et le Barreau du Québec.

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a. La liste de tous les concours et tirages réalisés; b. Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c. L'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d. La liste des concours qui ont pris fin.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 : a. Le nom de toutes les campagnes; b. Les coûts de ces campagnes; c. Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d. Les dates de diffusion de la campagne; e. Les objectifs visés par chaque campagne.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune

Nom de la campagne	Coûts	Nom de la firme	Diffusion	Objectif visé

Question 15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a. Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b. Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c. Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme; d. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
------------------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. Le nombre d'employés affectés aux communications et/ou affaires publiques :
- Aucun.
- B. Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques :
- 18 704 \$
- C. Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme :
- Non applicable.
- D. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées :
- Non applicable.
- E. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom su ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées :
- Non applicable.

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 20	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités, auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer : a. Le lieu; b. Le coût; c. La ou les dates de participation; d. Le nombre de participants; e. Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f. Le nom de la formation ou de l'activité.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
N/A	27 249 \$	N/A	N/A	3428311 Canada Inc. (Bonheur en vrac)	Contrat de production et de mise en ligne de formation pour les avocats salariés du réseau de l'aide juridique.
N/A	122 \$	1 avril 2022	2	Barreau du Québec	"Sécurité informatique dans la pratique du droit."
N/A	1 950 \$	1 avril 2022	N/A	FORMATION QUALITEMPS INC.	"Sharepoint pour supers utilisateurs Privé"
N/A	1 080 \$	4 avril 2022	N/A	Groupe MP-Plus	"Leadership d'excellence"
N/A	997 \$	5 avril 2022	1	École de Technologie Supérieure	"Gestion du changement."
N/A	151 \$	6 avril 2022	N/A	Barreau du Québec	"Développements récents en droit du travail."
N/A	732 \$	7 avril 2022	3	Barreau du Québec	"Le rendez-vous T.I".
N/A	25 \$	20 avril 2022	1	IGF - Montréal-	"Le point sur la transformation numérique de l'État."
N/A	65 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"L'assurance invalidité."
N/A	32 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Les bonnes pratiques de l'avocat au sein du réseau d'aide juridique."
N/A	65 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Survол pratique et théorique de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles."
N/A	65 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Survол pratique et théorique de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles."
N/A	65 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Revue jurisprudentielle de la Loi sur le Tribunal administratif du logement."
N/A	118 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Trucs, astuces et procédures en matières criminelles."
N/A	54 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Protection de la jeunesse - Trousse de dépannage."

Question 20	Suite
-------------	-------

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
N/A	129 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Admissibilité financière et couverture de services."
N/A	65 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Loi sur la protection de la Jeunesse-101."
N/A	65 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Survol pratique et théorique de la Loi sur l'assurance automobile."
N/A	65 \$	3 mai 2022	N/A	Barreau du Québec	"Révision du dispositif de protection des personnes: mieux protéger ceux qui en ont besoin."
N/A	88 \$	3 mai 2022	1	Barreau du Québec	"Journée de formation - Intérêt de l'enfant."
N/A	1 530 \$	25 mai 2022	N/A	Groupe MP-Plus	"Décupler sa mémoire"
N/A	135 \$	30 mai 2022	1	CORIM	"Conférence de Richard Wagner, juge en chef du Canada"
N/A	595 \$	3 juin 2022	1	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	"Congrès RH 2022."
N/A	495 \$	21 juillet 2022	1	Barreau du Québec	"Colloque familiale 2022"
N/A	585 \$	22 août 2022	1	AAPI	"Microprogramme en gestion stratégique."
N/A	84 \$	30 août 2022	1	Barreau du Québec	"Obligation de confidentialité."
N/A	32 \$	2 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Présentation de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services (Chapitre III, SAH et SARPA)."
N/A	1 208 \$	6 septembre 2022	1	Mouvement québécois de la qualité	"La gestion agile des projets numériques."
N/A	1 695 \$	7 septembre 2022		Project Management Institute Montréal	"Cours de préparation PMP A01-2022 / PMI member."
N/A	126 \$	8 septembre 2022	1	Soquij	"Astuces pour une méthodologie de recherche juridique efficace."
N/A	129 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	" L'action civile pour l'indemnisation des victimes de violence sexuelle et conjugale. "
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"L'accès aux différents programmes sociaux selon le statut d'immigration."

Question 20	Suite
-------------	-------

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"La rechute, récidive, aggravation dans un contexte comparatif et la détermination d'emploi et ses impacts en CNESST et en SAAQ."
N/A	86 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Évaluation de la crédibilité et comportements non verbaux des témoins."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Logement à prix modique - particularités et autres."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Représentation de l'enfant: guide pratique."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Les peines spécifiques en matière de justice pénale pour les adolescents: du juridique au clinique."
N/A	129 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Les requêtes préliminaires dans les dossiers de nature sexuelle."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Projet de loi C-5: La résurrection de Proulx."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Le droit à l'avocat en cas d'arrestation ou de détention, prévu à l'article 10b) de la Charte canadienne des droits et libertés."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"La réforme des mesures de protection."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Présentation du programme de revenu de base établi en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles: un programme visant les personnes ayant des contraintes sévères depuis longtemps."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Revue de la jurisprudence marquante en protection de la jeunesse et survol des modifications apportées à la LPJ par le projet de loi 15."
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Le recours en lésion de droits à la Chambre de la jeunesse."

Question 20	Suite
-------------	-------

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
N/A	65 \$	13 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Conduites avec les capacités affaiblies par la drogue: les tests et l'évaluation symptomatiques démystifiés."
N/A	71 \$	15 septembre 2022	3	Institut d'administration publique de Québec	"Travail hybride : comment mobiliser son équipe."
N/A	65 \$	16 septembre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Quand la violence conjugale dans un dossier: nouveaux outils pratiques pour dépister, documenter et mieux intervenir comme avocat (e)."
N/A	379 \$	19 septembre 2022	1	Fédération des milieux documentaires	"Congrès des professionnel-le-s de l'information 2022."
N/A	30 \$	19 septembre 2022	1	Fondation du Barreau du Québec	"Conférence Questions juridiques spécifiques aux peuples autochtones."
N/A	166 \$	20 septembre 2022	7	Institut d'administration publique de Québec	"Innovation : une culture à instaurer dans les administrations publiques."
N/A	166 \$	20 septembre 2022	7	Institut d'administration publique de Québec	"Intelligence artificielle : enjeux et bénéfices pour une organisation."
N/A	260 \$	28 septembre 2022	1	Groupe MP-Plus	"Structurer sa pensée avec le Mind Mapping."
N/A	65 \$	1 octobre 2022	N/A	Barreau du Québec	"Le code criminel et sa section sur les troubles mentaux: casse-tête, labyrinthe? Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué."
N/A	859 \$	1 octobre 2022	1	Openforumouvert.com	"Journée stratégique sur la gestion des réclamations en assurance invalidité de la personne."
N/A	20 \$	26 octobre 2022	1	Udemy	"Microsoft SharePoint Online 365 Une étape à la fois."
N/A	28 \$	26 octobre 2022	1	Udemy	"Apprendre à gérer des documents avec SharePoint."
N/A	4 225 \$	27 octobre 2022	N/A	Groupe Edgenda inc	Banque d'heures d'accompagnement du formateur
Montréal	119 703 \$	26 au 28 octobre 2022	421	Commission des services juridiques	Journées de formation annuelles des avocats du réseau de l'Aide juridique.

Question 20	Suite
-------------	-------

Lieu	Coût total	Date	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
N/A	446 \$	7 novembre 2022	N/A	Groupe Edgenda inc	"Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire."
N/A	149 \$	7 novembre 2022	N/A	Groupe Edgenda inc	"Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire."
N/A	248 \$	16 novembre 2022	N/A	Groupe Edgenda inc	"Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire."
N/A	124 \$	22 novembre 2022	N/A	Groupe Edgenda inc	"Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire."
Montréal	1 850 \$	29 novembre 2022	N/A	Propulsion RH Inc.	Formation sur le rôle-conseil
Montréal	950 \$	30 novembre 2022	30	Académie des finances personnelles Inc.	Conférence sur les finances personnelles
Montréal	2 450 \$	30 novembre 2022	N/A	Propulsion RH Inc.	Formation Gestion du stress
N/A	270 \$	7 décembre 2022	N/A	Groupe Edgenda inc	"Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire."
N/A	372 \$	13 décembre 2022	N/A	Groupe Edgenda inc	"Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire."
N/A	10 600 \$	28 sept au 31 déc.	N/A	HEC Montréal	Programme CCJM - HEC Montréal 2022-2023
N/A	20 \$	12 janvier 2023	N/A	Barreau du Québec	"La représentation de l'enfant."
N/A	85 \$	23 janvier 2023	1	Barreau du Québec	"Best practices and Pitfalls"
N/A	236 \$	27 janvier 2023	1	AQAAD	"Intoxication volontaire extrême: une réforme qui comporte une faille majeure."
N/A	1 716 \$	Janvier et février 2023	N/A	Groupe Edgenda inc	"Collaborer avec M365 pour Super utilisateur. "
Total	186 335 \$				

Question 21	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. Le nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b. La liste des personnes à rencontrer, en précisant le but de la rencontre; c. Les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d. La liste des participants à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
------------------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère ou de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**Art. 4, paragraphe 20**).

CSJ : <https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx>

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 22	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 : a. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b. Le nom du ou des organismes bénéficiaires; c. Le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Question 48	Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2022-2023, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique.
--------------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. Répartition des demandes selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	8 776	6 911	78.7%	1 196	13.6%	669	7.6%
Bas St-Laurent-Gaspésie	6 272	4 974	79.3%	1 094	17.4%	204	3.3%
Côte-Nord	3 158	2 397	75.9%	296	9.4%	465	14.7%
Estrie	9 984	8 221	82.3%	1 454	14.6%	309	3.1%
Laurentides-Lanaudière	19 403	14 332	73.9%	4 708	24.3%	363	1.9%
Mauricie-Centre-du-Québec	12 337	9 624	78.0%	2 318	18.8%	395	3.2%
Montréal	48 478	34 390	70.9%	10 957	22.6%	3 131	6.5%
Outaouais	9 523	7 846	82.4%	1 242	13.0%	435	4.6%
Québec	16 544	12 637	76.4%	3 109	18.8%	798	4.8%
Rive-Sud	22 417	17 288	77.1%	4 954	22.1%	175	0.8%
Saguenay-Lac St-Jean	6 436	5 548	86.2%	751	11.7%	137	2.1%
Total	163 328	124 168	76.1%	32 079	19.6%	7 081	4.3%

2. Répartition des demandes selon qu'elles ont été confiées à des avocats ou à des notaires par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Cas confiés à des avocats	%	Cas confiés à des notaires	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	6 894	99.8%	17	0.2%	6 911
Bas St-Laurent-Gaspésie	4 968	99.9%	6	0.1%	4 974
Côte-Nord	2 396	100.0%	1	0.0%	2 397
Estrie	8 199	99.7%	22	0.3%	8 221
Laurentides-Lanaudière	14 330	100.0%	2	0.0%	14 332
Mauricie-Centre-du-Québec	9 604	99.8%	20	0.2%	9 624
Montréal	34 345	99.9%	45	0.1%	34 390
Outaouais	7 831	99.8%	15	0.2%	7 846
Québec	12 631	100.0%	6	0.0%	12 637
Rive-Sud	17 258	99.8%	30	0.2%	17 288
Saguenay-Lac St-Jean	5 546	100.0%	2	0.0%	5 548
Total	124 002	99.9%	166	0.1%	124 168

3. Répartition des demandes acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	3 990	57.9%	2 904	42.1%	6 894
Bas St-Laurent-Gaspésie	2 772	55.8%	2 196	44.2%	4 968
Côte-Nord	1 423	59.4%	973	40.6%	2 396
Estrie	4 181	51.0%	4 018	49.0%	8 199
Laurentides-Lanaudière	6 481	45.2%	7 849	54.8%	14 330
Mauricie-Centre-du-Québec	5 128	53.4%	4 476	46.6%	9 604
Montréal	14 831	43.2%	19 514	56.8%	34 345
Outaouais	4 552	58.1%	3 279	41.9%	7 831
Québec	6 633	52.5%	5 998	47.5%	12 631
Rive-Sud	7 774	45.0%	9 484	55.0%	17 258
Saguenay-Lac St-Jean	3 007	54.2%	2 539	45.8%	5 546
Total	60 772	49.0%	63 230	51.0%	124 002

Question 48	Suite
-------------	-------

4. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats ou à des notaires par région
Du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Avocats	%	Refus Notaires	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	1 194	99.8%	2	0.2%	1 196
Bas St-Laurent-Gaspésie	1 088	99.5%	6	0.5%	1 094
Côte-Nord	296	100.0%	0	0.0%	296
Estrie	1 446	99.4%	8	0.6%	1 454
Laurentides-Lanaudière	4 701	99.9%	7	0.1%	4 708
Mauricie-Centre-du-Québec	2 295	99.0%	23	1.0%	2 318
Montréal	10 919	99.7%	38	0.3%	10 957
Outaouais	1 238	99.7%	4	0.3%	1 242
Québec	3 102	99.8%	7	0.2%	3 109
Rive-Sud	4 926	99.4%	28	0.6%	4 954
Saguenay-Lac St-Jean	750	99.9%	1	0.1%	751
Total	31 955	99.6%	124	0.4%	32 079

5. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Salariés	%	Refus Pratique privée	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	288	24.1%	908	75.9%	1 196
Bas St-Laurent-Gaspésie	571	52.2%	523	47.8%	1 094
Côte-Nord	168	56.8%	128	43.2%	296
Estrie	746	51.3%	708	48.7%	1 454
Laurentides-Lanaudière	1 854	39.4%	2 854	60.6%	4 708
Mauricie-Centre-du-Québec	1 163	50.2%	1 155	49.8%	2 318
Montréal	7 068	64.5%	3 889	35.5%	10 957
Outaouais	888	71.5%	354	28.5%	1 242
Québec	1 834	59.0%	1 275	41.0%	3 109
Rive-Sud	2 298	46.4%	2 656	53.6%	4 954
Saguenay-Lac St-Jean	371	49.4%	380	50.6%	751
Total	17 249	53.8%	14 830	46.2%	32 079

6. Répartition des demandes non statuées selon qu'elles sont en attestation conditionnelle ou en suspens par région
Du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Attestations conditionnelles	%	En suspens	%	Total des demandes non statuées
Abitibi-Témiscamingue	52	7.8%	617	92.2%	669
Bas St-Laurent-Gaspésie	17	8.3%	187	91.7%	204
Côte-Nord	9	1.9%	456	98.1%	465
Estrie	16	5.2%	293	94.8%	309
Laurentides-Lanaudière	20	5.5%	343	94.5%	363
Mauricie-Centre-du-Québec	21	5.3%	374	94.7%	395
Montréal	1 339	42.8%	1 792	57.2%	3 131
Outaouais	3	0.7%	432	99.3%	435
Québec	140	17.5%	658	82.5%	798
Rive-Sud	48	27.4%	127	72.6%	175
Saguenay-Lac St-Jean	10	7.3%	127	92.7%	137
Total	1 675	23.7%	5 406	76.3%	7 081

Q_{uestion} 49	Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.
-----------------------------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Coût moyen par dossier en matière criminelle, civile et notariale:

Le coût moyen d'un dossier en matière criminelle confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 790 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Le coût moyen d'un dossier en matière civile et administratif confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 538 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Le coût moyen d'un dossier en matière notariale confié et payé aux notaires de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 405 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Question 50	Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.
-------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Une entente sur le renouvellement du tarif est intervenue au cours de l'exercice 2020-2021. Lors des négociations, un membre du personnel d'encadrement de la Commission était impliqué en tant que conseiller auprès du ministère de la Justice.

Depuis, l'implication de la CSJ s'est poursuivie dans le cadre des travaux du Groupe de travail indépendant sur les tarifs (GTI) mis sur pied afin de revoir les conditions de réalisation ainsi que la rémunération des mandats d'aide juridique. Un rapport final a été produit en août 2022 et deux membres du personnel d'encadrement siègent sur un Comité de suivi mis sur pied suite à ce rapport.

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Q _{uestion} 51	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2023.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Au 28 février 2023, l'aide juridique a des bureaux dans quatre-vingt-trois (83) villes du Québec, comprenant cent-cinq unités (104) dont quatre-vingt-sept (87) à temps plein et dix-huit (17) à temps partiel. Au début de l'exercice financier, l'expérience moyenne des avocats salariés du réseau était d'environ 13.1 années d'inscription au tableau de l'Ordre.

Question 52	Pour 2022-2023, fournir :
	a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique; b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ; c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) En 2022-2023, aucune demande a été transmise au comité administratif de la Commission par les directeurs généraux. L'article 4.3 de la Loi sur l'aide juridique permet au comité administratif de la Commission, sur recommandation du directeur général, d'admettre à l'aide juridique quelqu'un qui n'est pas financièrement admissible, en tenant compte de circonstances exceptionnelles et du fait qu'un refus entraînerait pour cette personne un tort irréparable.
- b) Aucun mandat n'a été émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023. Cet article permet au comité administratif de la Commission, sur recommandation du directeur général, d'accorder l'aide juridique à une personne qui ne peut, suivant les autres dispositions de la Loi, bénéficier de cette aide, s'il considère que des circonstances exceptionnelles le justifient et que le fait de lui refuser cette aide entraînerait pour cette personne un tort irréparable.
- c) 9 807 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 9o de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022. Cet article stipule qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi qui met en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistances, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille.
- d) 7 131 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 8o de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022. Cet article stipule qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi si la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention.
- e) Le nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, est de 1 852. L'article 4.11 prévoit qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique peut être refusée ou retirée, selon le cas, lorsque l'affaire ou le recours n'apparaît pas fondé, compte tenu notamment de l'un ou l'autre des facteurs suivants :
- 1) la personne qui demande l'aide ne peut établir la vraisemblance d'un droit;
 - 2) cette affaire ou ce recours a manifestement très peu de chance de succès;
 - 3) les coûts que cette affaire ou ce recours entraînerait, seraient déraisonnables par rapport aux gains ou aux pertes qui pourraient en résulter pour le requérant ou, selon le cas, le bénéficiaire, à moins qu'il ne mette en cause soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille;
 - 4) le jugement ou la décision ne serait probablement pas susceptible d'exécution;
 - 5) la personne qui demande l'aide ou qui en bénéficie refuse, sans motif valable, une proposition raisonnable de règlement de l'affaire;
 - 6) les services pour lesquels cette aide est demandée peuvent être obtenus autrement, notamment par l'intermédiaire d'un autre service gouvernemental ou d'un autre organisme.

Question 53

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2022-2023 :

a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) **Total des demandes relatives aux jeunes contrevenants selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	329	310	94.2%	13	4.0%	6	1.8%
Bas St-Laurent-Gaspésie	222	204	91.9%	13	5.9%	5	2.3%
Côte-Nord	90	74	82.2%	4	4.4%	12	13.3%
Estrie	309	302	97.7%	2	0.6%	5	1.6%
Laurentides-Lanaudière	645	595	92.2%	39	6.0%	11	1.7%
Mauricie-Centre-du-Québec	351	316	90.0%	18	5.1%	17	4.8%
Montréal	1 529	1 482	96.9%	30	2.0%	17	1.1%
Outaouais	356	355	99.7%	0	0.0%	1	0.3%
Québec	477	458	96.0%	7	1.5%	12	2.5%
Rive-Sud	1 269	1 227	96.7%	30	2.4%	12	0.9%
Saguenay-Lac St-Jean	223	216	96.9%	7	3.1%	0	0.0%
Total	5 800	5 539	95.5%	163	2.8%	98	1.7%

- b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants**
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- c) **Répartition des demandes relatives aux jeunes contrevenants acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	202	65.2%	108	34.8%	310
Bas St-Laurent-Gaspésie	145	71.1%	59	28.9%	204
Côte-Nord	38	51.4%	36	48.6%	74
Estrie	182	60.3%	120	39.7%	302
Laurentides-Lanaudière	386	64.9%	209	35.1%	595
Mauricie-Centre-du-Québec	199	63.0%	117	37.0%	316
Montréal	638	43.0%	844	57.0%	1 482
Outaouais	243	68.5%	112	31.5%	355
Québec	367	80.1%	91	19.9%	458
Rive-Sud	791	64.5%	436	35.5%	1 227
Saguenay-Lac St-Jean	145	67.1%	71	32.9%	216
Total	3 336	60.2%	2 203	39.8%	5 539

- d) **Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier relatif aux jeunes contrevenants confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 738 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture 6 février 2023

Analyse de l'évolution des demandes du 2022-04-01 au 2022-12-31

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

			Application de l'article 4.11											Application de l'article 70					
		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>	
Civil et administratif		7,900	319	1,456	113	90	1,512	166	475	12	8	3	148	348	3	4,194	17	70	
Familial		7,734	337	2,179	0	1	53	35	63	5	1	0	12	158	3	5,208	26	73	
Protection de la jeunesse		1,976	113	435	0	0	0	0	5	0	0	0	2	75	0	1,422	1	15	
Immigration		446	13	58	0	0	9	11	14	0	2	0	0	4	0	351	2	6	
Homologation		241	0	4	0	0	5	1	8	0	13	5	0	21	0	86	0	7	
SARPA		1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	<u>Civil</u>	57.0%	<u>18,298</u>	<u>783</u>	<u>4,132</u>	<u>113</u>	<u>91</u>	<u>1,579</u>	<u>213</u>	<u>565</u>	<u>17</u>	<u>24</u>	<u>8</u>	<u>162</u>	<u>606</u>	<u>6</u>	<u>11,261</u>	<u>46</u>	<u>171</u>
		100.0%		4,3%	22.6%	0.6%	0.5%	8.6%	1.2%	3.1%	0.1%	0,1%	0.0%	0.9%	3.3%	0.0%	61.5%	0.3%	0.9%
Carcéral		884	38	48	2	0	46	3	2	0	0	0	0	116	0	648	2	7	
Criminel		3,291	119	523	8	0	69	5	10	0	1	0	0	39	2	2,563	12	22	
Criminel/Jeunesse		163	4	18	0	0	15	0	0	0	0	0	0	5	0	121	1	3	
Criminel/Sommaire		7,746	221	1,312	19	0	480	12	2	1	8	0	5	103	0	5,914	15	48	
Procédures et Divers		2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	<u>Criminel</u>	37.7%	<u>12,086</u>	<u>382</u>	<u>1,903</u>	<u>29</u>	<u>610</u>	<u>20</u>	<u>14</u>	<u>1</u>	<u>9</u>	<u>0</u>	<u>5</u>	<u>263</u>	<u>2</u>	<u>9,246</u>	<u>30</u>	<u>80</u>	
		100.0%		3,2%	15.7%	0.2%	5.0%	0.2%	0.1%	0.0%	0,1%	0.0%	0.0%	2.2%	0.0%	76.5%	0.2%	0.7%	
Notarial		124	5	14	0	0	56	0	0	0	0	0	1	1	0	59	0	1	
	<u>Notarial</u>	0.4%	<u>124</u>	<u>5</u>	<u>14</u>	<u>0</u>	<u>56</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>59</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	
		100.0%		4,0%	11.3%	0.0%	45.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.8%	0.8%	0.0%	47.6%	0.0%	0.8%	
Données Incomplètes		1,571	7	104	3	2	37	2	1	0	0	0	3	29	1	1,368	3	12	
	<u>Données incomplètes</u>	4.9%	<u>1,571</u>	<u>7</u>	<u>104</u>	<u>3</u>	<u>37</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>3</u>	<u>29</u>	<u>1</u>	<u>1,368</u>	<u>3</u>	<u>12</u>	
		100.0%		0,4%	6.6%	0.2%	2.4%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.2%	1.8%	0.1%	87.1%	0.2%	0.8%	
<u>Grand Total</u>	100.0%	<u>32,079</u>	<u>1 177</u>	<u>6,153</u>	<u>145</u>	<u>93</u>	<u>2,282</u>	<u>235</u>	<u>580</u>	<u>18</u>	<u>33</u>	<u>8</u>	<u>171</u>	<u>899</u>	<u>9</u>	<u>21,934</u>	<u>79</u>	<u>264</u>	
		100.0%		3,7%	19.2%	0.5%	7.1%	0.7%	1.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.5%	2.8%	0.0%	68.4%	0.2%	0.8%	

Question 54	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2022-2023 :
	a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
	b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
	c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
	d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) **Total des demandes en immigration, incluant les réfugiés politiques selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	1	0	0.0%	1	100.0%	0	0.0%
Bas St-Laurent-Gaspésie	10	5	50.0%	5	50.0%	0	0.0%
Côte-Nord	3	0	0.0%	0	0.0%	3	100.0%
Estrie	77	59	76.6%	15	19.5%	3	3.9%
Laurentides-Lanaudière	15	6	40.0%	8	53.3%	1	6.7%
Mauricie-Centre -du-Québec	32	16	50.0%	16	50.0%	0	0.0%
Montréal	6 556	5 904	90.1%	380	5.8%	272	4.1%
Outaouais	57	54	94.7%	3	5.3%	0	0.0%
Québec	60	49	81.7%	10	16.7%	1	1.7%
Rive-Sud	21	13	61.9%	8	38.1%	0	0.0%
Saguenay-Lac St-Jean	2	2	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
Total	6 834	6 108	89.4%	446	6.5%	280	4.1%

- b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers d'immigration (incluant réfugiés politiques)**
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- c) **Répartition des demandes en immigration acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	0	0.0%	0	0.0%	0
Bas St-Laurent-Gaspésie	3	60.0%	2	40.0%	5
Côte-Nord	0	0.0%	0	0.0%	0
Estrie	10	16.9%	49	83.1%	59
Laurentides-Lanaudière	0	0.0%	6	100.0%	6
Mauricie-Centre -du-Québec	6	37.5%	10	62.5%	16
Montréal	929	15.7%	4 975	84.3%	5 904
Outaouais	0	0.0%	54	100.0%	54
Québec	1	2.0%	48	98.0%	49
Rive-Sud	0	0.0%	13	100.0%	13
Saguenay-Lac St-Jean	0	0.0%	2	100.0%	2
Total	949	15.5%	5 159	84.5%	6 108

- d) **Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier en immigration confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 832 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture 6 février 2023

Analyse de l'évolution des demandes du 2022-04-01 au 2022-12-31

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

		Application de l'article 4.11												Application de l'article 70					
		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>	
Civil et administratif		7,900	319	1,456	113	90	1,512	166	475	12	8	3	148	348	3	4,194	17	70	
Familial		7,734	337	2,179	0	1	53	35	63	5	1	0	12	158	3	5,208	26	73	
Protection de la jeunesse		1,976	113	435	0	0	0	0	5	0	0	0	2	75	0	1,422	1	15	
Immigration		446	13	58	0	0	9	11	14	0	2	0	0	4	0	351	2	6	
Homologation		241	0	4	0	0	5	1	8	0	13	5	0	21	0	86	0	7	
SARPA		1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	<u>Civil</u>	57.0%	18,298	783	4,132	113	91	1,579	213	565	17	24	8	162	606	6	11,261	46	171
		100.0%		4,3%	22.6%	0.6%	0.5%	8.6%	1.2%	3.1%	0.1%	0,1%	0.0%	0.9%	3.3%	0.0%	61.5%	0.3%	0.9%
Carcéral		884	38	48	2	0	46	3	2	0	0	0	0	116	0	648	2	7	
Criminel		3,291	119	523	8	0	69	5	10	0	1	0	0	39	2	2,563	12	22	
Criminel/Jeunesse		163	4	18	0	0	15	0	0	0	0	0	0	5	0	121	1	3	
Criminel/Sommaire		7,746	221	1,312	19	0	480	12	2	1	8	0	5	103	0	5,914	15	48	
Procédures et Divers		2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	<u>Criminel</u>	37.7%	12,086	382	1,903	29	0	610	20	14	1	9	0	5	263	2	9,246	30	80
		100.0%		3,2%	15.7%	0.2%	0.0%	5.0%	0.2%	0.1%	0.0%	0,1%	0.0%	0.0%	2.2%	0.0%	76.5%	0.2%	0.7%
Notarial		124	5	14	0	0	56	0	0	0	0	0	1	1	0	59	0	1	
	<u>Notarial</u>	0.4%	124	5	14	0	0	56	0	0	0	0	1	1	0	59	0	1	
		100.0%		4,0%	11.3%	0.0%	0.0%	45.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.8%	0.8%	0.0%	47.6%	0.0%	0.8%	
Données Incomplètes		1,571	7	104	3	2	37	2	1	0	0	0	3	29	1	1,368	3	12	
	<u>Données incomplètes</u>	4.9%	1,571	7	104	3	2	37	2	1	0	0	3	29	1	1,368	3	12	
		100.0%		0,4%	6.6%	0.2%	0.1%	2.4%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.2%	1.8%	0.1%	87.1%	0.2%	0.8%	
<u>Grand Total</u>	100.0%	32,079	1 177	6,153	145	93	2,282	235	580	18	33	8	171	899	9	21,934	79	264	
		100.0%		3,7%	19.2%	0.5%	0.3%	7.1%	0.7%	1.8%	0.1%	0,1%	0.0%	2.8%	0.0%	68.4%	0.2%	0,8%	

Question 55	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2022-2023 :
	a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
	b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
	c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
	d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Nombre total des demandes en droit carcéral selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	249	211	84.7%	13	5.2%	25	10.0%
Bas St-Laurent-Gaspésie	71	57	80.3%	12	16.9%	2	2.8%
Côte-Nord	118	90	76.3%	13	11.0%	15	12.7%
Estrie	169	156	92.3%	13	7.7%	0	0.0%
Laurentides-Lanaudière	1 231	1 009	82.0%	215	17.5%	7	0.6%
Mauricie-Centre-du-Québec	305	237	77.7%	59	19.3%	9	3.0%
Montréal	1 618	1 219	75.3%	372	23.0%	27	1.7%
Outaouais	235	190	80.9%	5	2.1%	40	17.0%
Québec	843	717	85.1%	97	11.5%	29	3.4%
Rive-Sud	424	349	82.3%	75	17.7%	0	0.0%
Saguenay-Lac St-Jean	102	88	86.3%	10	9.8%	4	3.9%
Total	5 365	4 323	80.6%	884	16.5%	158	2.9%

- b) Répartition des motifs de refus en droit carcéral
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- c) Répartition des demandes en droit carcéral acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	13	6.2%	198	93.8%	211
Bas St-Laurent-Gaspésie	16	28.1%	41	71.9%	57
Côte-Nord	21	23.3%	69	76.7%	90
Estrie	4	2.6%	152	97.4%	156
Laurentides-Lanaudière	1	0.1%	1 008	99.9%	1 009
Mauricie-Centre-du-Québec	22	9.3%	215	90.7%	237
Montréal	85	7.0%	1 134	93.0%	1 219
Outaouais	1	0.5%	189	99.5%	190
Québec	0	0.0%	717	100.0%	717
Rive-Sud	2	0.6%	347	99.4%	349
Saguenay-Lac St-Jean	12	13.6%	76	86.4%	88
Total	177	4.1%	4 146	95.9%	4 323

- d) Coût moyen

Le coût moyen d'un dossier en droit carcéral confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 340 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.



MOTIFS de REFUS

		Application de l'article 4.11												Application de l'article 70					
		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>	
Civil et administratif		7,900	319	1,456	113	90	1,512	166	475	12	8	3	148	348	3	4,194	17	70	
Familial		7,734	337	2,179	0	1	53	35	63	5	1	0	12	158	3	5,208	26	73	
Protection de la jeunesse		1,976	113	435	0	0	0	0	5	0	0	0	2	75	0	1,422	1	15	
Immigration		446	13	58	0	0	9	11	14	0	2	0	0	4	0	351	2	6	
Homologation		241	0	4	0	0	5	1	8	0	13	5	0	21	0	86	0	7	
SARPA		1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<u>Civil</u>		57.0%	18,298	783	4,132	113	91	1,579	213	565	17	24	8	162	606	6	11,261	46	171
		100.0%		4,3%	22.6%	0.6%	0.5%	8.6%	1.2%	3.1%	0.1%	0,1%	0.0%	0.9%	3.3%	0.0%	61.5%	0.3%	0.9%
Carcéral		884	38	48	2	0	46	3	2	0	0	0	0	116	0	648	2	7	
Criminel		3,291	119	523	8	0	69	5	10	0	1	0	0	39	2	2,563	12	22	
Criminel/Jeunesse		163	4	18	0	0	15	0	0	0	0	0	0	5	0	121	1	3	
Criminel/Sommaire		7,746	221	1,312	19	0	480	12	2	1	8	0	5	103	0	5,914	15	48	
Procédures et Divers		2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<u>Criminel</u>		37.7%	12,086	382	1,903	29	0	610	20	14	1	9	0	5	263	2	9,246	30	80
		100.0%		3,2%	15.7%	0.2%	0.0%	5.0%	0.2%	0.1%	0.0%	0,1%	0.0%	0.0%	2.2%	0.0%	76.5%	0.2%	0.7%
Notarial		124	5	14	0	0	56	0	0	0	0	0	1	1	0	59	0	1	
<u>Notarial</u>		0.4%	124	5	14	0	0	56	0	0	0	0	1	1	0	59	0	1	
		100.0%		4,0%	11.3%	0.0%	0.0%	45.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.8%	0.8%	0.0%	47.6%	0.0%	0.8%	
Données Incomplètes		1,571	7	104	3	2	37	2	1	0	0	0	3	29	1	1,368	3	12	
<u>Données incomplètes</u>		4.9%	1,571	7	104	3	2	37	2	1	0	0	3	29	1	1,368	3	12	
		100.0%		0,4%	6.6%	0.2%	0.1%	2.4%	0.1%	0.1%	0.0%	0.0%	0.2%	1.8%	0.1%	87.1%	0.2%	0.8%	
<u>Grand Total</u>		100.0%	32,079	1 177	6,153	145	93	2,282	235	580	18	33	8	171	899	9	21,934	79	264
		100.0%		3,7%	19.2%	0.5%	0.3%	7.1%	0.7%	1.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.5%	2.8%	0.0%	68.4%	0.2%	0.8%

Question 56	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2022-2023 :
	a. Description détaillée de chacune des étapes du procès; b. Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privés, pour chacune des corporations régionales; c. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; d. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; e. Nombre de mandats émis à la pratique privée; f. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Le tarif d'honoraires des avocats dans le cadre du régime d'aide juridique a été négocié par le Ministre de la justice et le Barreau du Québec. Il a été publié à la Gazette Officielle du Québec du 9 décembre 2020 aux pages 5032 et suivantes. Ce tarif prévoit, pour les infractions poursuivies par acte d'accusation, une rémunération forfaitaire pour l'ensemble des services incluant la comparution, la préparation de l'enquête préliminaire et la tenue de l'enquête préliminaire ainsi que la renonciation à cette enquête, la communication de la preuve, la préparation du procès et le procès de même que les représentations sur sentence à laquelle s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées additionnelles d'enquête préliminaire, s'il y a lieu, et de procès. Un honoraire additionnel est prévu pour la tenue de l'enquête sur cautionnement seulement pour les infractions poursuivies par acte d'accusation si la poursuite s'objecte à la remise en liberté et qu'une enquête est effectivement tenue.

Pour les poursuites par voie de déclaration sommaire, un tarif est prévu pour l'ensemble des services auquel s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées additionnelles de procès. L'ensemble des services comprend la comparution, l'enquête sur cautionnement s'il y a lieu, la préparation du procès, le procès et les représentations sur sentence.

Quant aux actes criminels relevant de la juridiction exclusive de la Cour Supérieure (Article 469 du Code Criminel), les montants sont toujours attribués et payés pour chaque étape et/ou procédure telles que décrites aux articles 28 à 36 du tarif.

Le tarif d'aide juridique comporte principalement deux modes de rémunération, soit un tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et par étape en matière civile.

- b) Répartition des montants payés aux avocats de la pratique privée concernant les mandats en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants) par région

Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Montants payés	%
Abitibi-Témiscamingue	2 028 378	11.7%
Bas St-Laurent-Gaspésie	436 483	2.5%
Côte-Nord	524 203	3.0%
Estrie	1 042 900	6.0%
Laurentides-Lanaudière	1 619 773	9.4%
Mauricie-Centre-du-Québec	856 182	5.0%
Montréal	5 142 009	29.8%
Outaouais	896 108	5.2%
Québec	1 827 471	10.6%
Rive-Sud	1 975 579	11.4%
Saguenay-Lac St-Jean	915 424	5.3%
Total des honoraires et des déboursés	17 264 510 \$	100.0%

Question 56	Suite
--------------------	-------

- c) **Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)**
Poursuites par voie de déclaration sommaire
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Total des demandes	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1)
	acceptées	attestations conditionnelles	acceptées	attestations conditionnelles	
c)	e)				f)
35 314	13 381	0	11 941	1 046	497 \$

- Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)**
Infractions poursuivies par acte d'accusation
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Total des demandes	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1)
	acceptées	attestations conditionnelles	acceptées	attestations conditionnelles	
c)	e)				f)
21 568	10 756	0	6 321	549	1 197 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit criminel et pénal confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

- d) **Répartition des motifs de refus en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral)**
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.



MOTIFS de REFUS

			Application de l'article 4.11												Application de l'article 70				
			<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif			7,900	319	1,456	113	90	1,512	166	475	12	8	3	148	348	3	4,194	17	70
Familial			7,734	337	2,179	0	1	53	35	63	5	1	0	12	158	3	5,208	26	73
Protection de la jeunesse			1,976	113	435	0	0	0	0	5	0	0	0	2	75	0	1,422	1	15
Immigration			446	13	58	0	0	9	11	14	0	2	0	4	0	351	2	6	
Homologation			241	0	4	0	0	5	1	8	0	13	5	0	21	0	86	0	7
SARPA			1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Civil</u> 57.0%			<u>18,298</u>	<u>783</u>	<u>4,132</u>	<u>113</u>	<u>91</u>	<u>1,579</u>	<u>213</u>	<u>565</u>	<u>17</u>	<u>24</u>	<u>8</u>	<u>162</u>	<u>606</u>	<u>6</u>	<u>11,261</u>	<u>46</u>	<u>171</u>
			100.0%	4,3%	22.6%	0.6%	0.5%	8.6%	1.2%	3.1%	0.1%	0,1%	0.0%	0.9%	3.3%	0.0%	61.5%	0.3%	0.9%
Carcéral			884	38	48	2	0	46	3	2	0	0	0	116	0	648	2	7	
Criminel			3,291	119	523	8	0	69	5	10	0	1	0	39	2	2,563	12	22	
Criminel/Jeunesse			163	4	18	0	0	15	0	0	0	0	0	5	0	121	1	3	
Criminel/Sommaire			7,746	221	1,312	19	0	480	12	2	1	8	0	5	103	0	5,914	15	48
Procédures et Divers			2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Criminel</u> 37.7%			<u>12,086</u>	<u>382</u>	<u>1,903</u>	<u>29</u>	<u>0</u>	<u>610</u>	<u>20</u>	<u>14</u>	<u>1</u>	<u>9</u>	<u>0</u>	<u>5</u>	<u>263</u>	<u>2</u>	<u>9,246</u>	<u>30</u>	<u>80</u>
			100.0%	3,2%	15.7%	0.2%	0.0%	5.0%	0.2%	0.1%	0.0%	0,1%	0.0%	0.0%	2.2%	0.0%	76.5%	0.2%	0.7%
Notarial			124	5	14	0	0	56	0	0	0	0	0	1	1	0	59	0	1
<u>Notarial</u> 0.4%			<u>124</u>	<u>5</u>	<u>14</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>56</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>59</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	
			100.0%	4,0%	11.3%	0.0%	0.0%	45.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.8%	0.8%	0.0%	47.6%	0.0%	0.8%
Données Incomplètes			1,571	7	104	3	2	37	2	1	0	0	0	3	29	1	1,368	3	12
<u>Données incomplètes</u> 4.9%			<u>1,571</u>	<u>7</u>	<u>104</u>	<u>3</u>	<u>2</u>	<u>37</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>3</u>	<u>29</u>	<u>1</u>	<u>1,368</u>	<u>3</u>	<u>12</u>
			100.0%	0,4%	6.6%	0.2%	0.1%	2.4%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.2%	1.8%	0.1%	87.1%	0.2%	0.8%
<u>Grand Total</u> 100.0%			<u>32,079</u>	<u>1 177</u>	<u>6,153</u>	<u>145</u>	<u>93</u>	<u>2,282</u>	<u>235</u>	<u>580</u>	<u>18</u>	<u>33</u>	<u>8</u>	<u>171</u>	<u>899</u>	<u>9</u>	<u>21,934</u>	<u>79</u>	<u>264</u>
			100.0%	3,7%	19.2%	0.5%	0.3%	7.1%	0.7%	1.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.5%	2.8%	0.0%	68.4%	0.2%	0.8%

Question 57	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2022-2023 :
	a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a)
- Demandes relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)

Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Nature	Total des demandes	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1)
		pratique privée	salariés	
	a)	c)		d)
Droit civil et administratif	26 194	4 781	13 157	538 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil et administratif confié et payé aux avocats de pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

- b)
- Répartition des motifs de refus

Pour les demandes relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)

Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture 6 février 2023

Analyse de l'évolution des demandes du 2022-04-01 au 2022-12-31

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

		Application de l'article 4.11												Application de l'article 70				
		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif		7,900	319	1,456	113	90	1,512	166	475	12	8	3	148	348	3	4,194	17	70
Familial		7,734	337	2,179	0	1	53	35	63	5	1	0	12	158	3	5,208	26	73
Protection de la jeunesse		1,976	113	435	0	0	0	0	5	0	0	0	2	75	0	1,422	1	15
Immigration		446	13	58	0	0	9	11	14	0	2	0	0	4	0	351	2	6
Homologation		241	0	4	0	0	5	1	8	0	13	5	0	21	0	86	0	7
SARPA		1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Civil</u>	57.0%	<u>18,298</u>	<u>783</u>	<u>4,132</u>	<u>113</u>	<u>91</u>	<u>1,579</u>	<u>213</u>	<u>565</u>	<u>17</u>	<u>24</u>	<u>8</u>	<u>162</u>	<u>606</u>	<u>6</u>	<u>11,261</u>	<u>46</u>	<u>171</u>
	100.0%		4,3%	22.6%	0.6%	0.5%	8.6%	1.2%	3.1%	0.1%	0,1%	0.0%	0.9%	3.3%	0.0%	61.5%	0.3%	0.9%
Carcéral		884	38	48	2	0	46	3	2	0	0	0	0	116	0	648	2	7
Criminel		3,291	119	523	8	0	69	5	10	0	1	0	0	39	2	2,563	12	22
Criminel/Jeunesse		163	4	18	0	0	15	0	0	0	0	0	0	5	0	121	1	3
Criminel/Sommaire		7,746	221	1,312	19	0	480	12	2	1	8	0	5	103	0	5,914	15	48
Procédures et Divers		2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Criminel</u>	37.7%	<u>12,086</u>	<u>382</u>	<u>1,903</u>	<u>29</u>	<u>0</u>	<u>610</u>	<u>20</u>	<u>14</u>	<u>1</u>	<u>9</u>	<u>0</u>	<u>5</u>	<u>263</u>	<u>2</u>	<u>9,246</u>	<u>30</u>	<u>80</u>
	100.0%		3,2%	15.7%	0.2%	0.0%	5.0%	0.2%	0.1%	0.0%	0,1%	0.0%	0.0%	2.2%	0.0%	76.5%	0.2%	0.7%
Notarial		124	5	14	0	0	56	0	0	0	0	0	1	1	0	59	0	1
<u>Notarial</u>	0.4%	<u>124</u>	<u>5</u>	<u>14</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>56</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>59</u>	<u>0</u>	<u>1</u>
	100.0%		4,0%	11.3%	0.0%	0.0%	45.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.8%	0.8%	0.0%	47.6%	0.0%	0.8%
Données Incomplètes		1,571	7	104	3	2	37	2	1	0	0	0	3	29	1	1,368	3	12
<u>Données incomplètes</u>	4.9%	<u>1,571</u>	<u>7</u>	<u>104</u>	<u>3</u>	<u>2</u>	<u>37</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>3</u>	<u>29</u>	<u>1</u>	<u>1,368</u>	<u>3</u>	<u>12</u>
	100.0%		0,4%	6.6%	0.2%	0.1%	2.4%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.2%	1.8%	0.1%	87.1%	0.2%	0.8%
<u>Grand Total</u>	100.0%	<u>32,079</u>	<u>1 177</u>	<u>6,153</u>	<u>145</u>	<u>93</u>	<u>2,282</u>	<u>235</u>	<u>580</u>	<u>18</u>	<u>33</u>	<u>8</u>	<u>171</u>	<u>899</u>	<u>9</u>	<u>21,934</u>	<u>79</u>	<u>264</u>
	100.0%		3,7%	19.2%	0.5%	0.3%	7.1%	0.7%	1.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.5%	2.8%	0.0%	68.4%	0.2%	0.8%

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 58	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Demandes relatives au droit civil
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Nature	Total des demandes	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1)
		pratique privée	salariés	
	a)	c)		d)
Changement de nom	75	7	29	890 \$
Succession (2)	901	123	350	287 \$
Services notariaux (3)	294	166	0	405 \$
Logement	6 133	1 259	2 677	437 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

(2) Incluant les dossiers relatifs au testament.

(3) Incluant les dossiers de successions assumés par les notaires.

Question 59	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2022-2023 :
	a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Dossiers relatifs au droit matrimonial et familial
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Nature	Total des demandes	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1)
		pratique privée	salariés	
	a)	c)		d)
Droit matrimonial et familial (2)	56 303	22 643	22 970	1 052 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit matrimonial et familial confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

(2) Incluant la protection de la jeunesse.

- b) Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture 6 février 2023

Analyse de l'évolution des demandes du 2022-04-01 au 2022-12-31

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

			Application de l'article 4.11											Application de l'article 70				
		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif		7,900	319	1,456	113	90	1,512	166	475	12	8	3	148	348	3	4,194	17	70
Familial		7,734	337	2,179	0	1	53	35	63	5	1	0	12	158	3	5,208	26	73
Protection de la jeunesse		1,976	113	435	0	0	0	0	5	0	0	0	2	75	0	1,422	1	15
Immigration		446	13	58	0	0	9	11	14	0	2	0	0	4	0	351	2	6
Homologation		241	0	4	0	0	5	1	8	0	13	5	0	21	0	86	0	7
SARPA		1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Civil</u>	57.0%	<u>18,298</u>	<u>783</u>	<u>4,132</u>	<u>113</u>	<u>91</u>	<u>1,579</u>	<u>213</u>	<u>565</u>	<u>17</u>	<u>24</u>	<u>8</u>	<u>162</u>	<u>606</u>	<u>6</u>	<u>11,261</u>	<u>46</u>	<u>171</u>
	100.0%		4,3%	22.6%	0.6%	0.5%	8.6%	1.2%	3.1%	0.1%	0,1%	0.0%	0.9%	3.3%	0.0%	61.5%	0.3%	0.9%
Carcéral		884	38	48	2	0	46	3	2	0	0	0	0	116	0	648	2	7
Criminel		3,291	119	523	8	0	69	5	10	0	1	0	0	39	2	2,563	12	22
Criminel/Jeunesse		163	4	18	0	0	15	0	0	0	0	0	0	5	0	121	1	3
Criminel/Sommaire		7,746	221	1,312	19	0	480	12	2	1	8	0	5	103	0	5,914	15	48
Procédures et Divers		2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Criminel</u>	37.7%	<u>12,086</u>	<u>382</u>	<u>1,903</u>	<u>29</u>	<u>0</u>	<u>610</u>	<u>20</u>	<u>14</u>	<u>1</u>	<u>9</u>	<u>0</u>	<u>5</u>	<u>263</u>	<u>2</u>	<u>9,246</u>	<u>30</u>	<u>80</u>
	100.0%		3,2%	15.7%	0.2%	0.0%	5.0%	0.2%	0.1%	0.0%	0,1%	0.0%	0.0%	2.2%	0.0%	76.5%	0.2%	0.7%
Notarial		124	5	14	0	0	56	0	0	0	0	0	1	1	0	59	0	1
<u>Notarial</u>	0.4%	<u>124</u>	<u>5</u>	<u>14</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>56</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>59</u>	<u>0</u>	<u>1</u>
	100.0%		4,0%	11.3%	0.0%	0.0%	45.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.8%	0.8%	0.0%	47.6%	0.0%	0.8%
Données Incomplètes		1,571	7	104	3	2	37	2	1	0	0	0	3	29	1	1,368	3	12
<u>Données incomplètes</u>	4.9%	<u>1,571</u>	<u>7</u>	<u>104</u>	<u>3</u>	<u>2</u>	<u>37</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>3</u>	<u>29</u>	<u>1</u>	<u>1,368</u>	<u>3</u>	<u>12</u>
	100.0%		0,4%	6.6%	0.2%	0.1%	2.4%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.2%	1.8%	0.1%	87.1%	0.2%	0.8%
<u>Grand Total</u>	100.0%	<u>32,079</u>	<u>1 177</u>	<u>6,153</u>	<u>145</u>	<u>93</u>	<u>2,282</u>	<u>235</u>	<u>580</u>	<u>18</u>	<u>33</u>	<u>8</u>	<u>171</u>	<u>899</u>	<u>9</u>	<u>21,934</u>	<u>79</u>	<u>264</u>
	100.0%		3,7%	19.2%	0.5%	0.3%	7.1%	0.7%	1.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.5%	2.8%	0.0%	68.4%	0.2%	0.8%

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 60	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais en 2022-2023.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par
les avocats salariés, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	32 478	53.7%	27 978	46.3%	60 456
Bas St-Laurent- Gaspésie	75 733	82.0%	16 674	18.0%	92 407
Côte-Nord	26 072	59.8%	17 548	40.2%	43 620
Estrie	130 088	92.4%	10 766	7.6%	140 854
Laurentides-Lanaudière	146 950	90.5%	15 491	9.5%	162 441
Mauricie-Centre-du- Québec	108 296	86.5%	16 953	13.5%	125 249
Montréal	712 993	97.9%	15 512	2.1%	728 505
Outaouais	153 068	92.8%	11 801	7.2%	164 869
Québec	107 476	57.5%	79 304	42.5%	186 780
Rive-Sud	176 544	95.5%	8 312	4.5%	184 856
Saguenay-Lac St-Jean	30 308	59.8%	20 402	40.2%	50 710
Total	1 700 006	87.6%	240 741	12.4%	1 940 747

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par
les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	40 609	26.9%	110 232	73.1%	150 841
Bas St-Laurent- Gaspésie	32 468	63.6%	18 550	36.4%	51 018
Côte-Nord	8 819	9.0%	89 423	91.0%	98 242
Estrie	66 780	55.7%	53 006	44.3%	119 786
Laurentides-Lanaudière	180 682	55.8%	143 108	44.2%	323 790
Mauricie-Centre-du- Québec	74 565	37.6%	123 830	62.4%	198 395
Montréal	778 082	68.4%	360 116	31.6%	1 138 198
Outaouais	20 643	38.6%	32 892	61.4%	53 535
Québec	76 200	33.6%	150 403	66.4%	226 603
Rive-Sud	257 397	53.0%	228 308	47.0%	485 705
Saguenay-Lac St-Jean	12 656	52.6%	11 387	47.4%	24 043
Total	1 548 901	54.0%	1 321 255	46.0%	2 870 156

(1) Incluant les frais d'expertise, excluant le coût pour photocopies et les frais de déplacements.

Renseignements particuliers		Étude des crédits 2023-2024
Question 61	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Répartition des frais d'expertise encourus par
les avocats salariés, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	10 597	32.7%	21 850	67.3%	32 447
Bas St-Laurent-Gaspésie	15 162	67.9%	7 160	32.1%	22 322
Côte-Nord	5 488	100.0%	0	0.0%	5 488
Estrie	56 618	87.4%	8 168	12.6%	64 786
Laurentides-Lanaudière	138 183	90.0%	15 415	10.0%	153 598
Mauricie-Centre-du-Québec	60 266	80.8%	14 365	19.2%	74 631
Montréal	135 486	94.9%	7 325	5.1%	142 811
Outaouais	137 746	95.4%	6 651	4.6%	144 397
Québec	39 393	45.3%	47 563	54.7%	86 956
Rive-Sud	33 826	93.2%	2 450	6.8%	36 276
Saguenay-Lac St-Jean	1 210	100.0%	0	0.0%	1 210
Total	633 975	82.9%	130 947	17.1%	764 922

Répartition des frais d'expertise encourus par
les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	2 118	4.4%	45 587	95.6%	47 705
Bas St-Laurent-Gaspésie	5 419	76.6%	1 653	23.4%	7 072
Côte-Nord	1 713	3.9%	41 985	96.1%	43 698
Estrie	12 381	40.7%	18 045	59.3%	30 426
Laurentides-Lanaudière	62 246	88.8%	7 875	11.2%	70 121
Mauricie-Centre-du-Québec	16 562	21.5%	60 638	78.5%	77 200
Montréal	144 460	43.9%	184 583	56.1%	329 043
Outaouais	0	0.0%	18 235	100.0%	18 235
Québec	30 265	38.7%	47 979	61.3%	78 244
Rive-Sud	99 506	67.7%	47 510	32.3%	147 016
Saguenay-Lac St-Jean	2 513	41.8%	3 500	58.2%	6 013
Total	377 183	44.1%	477 590	55.9%	854 773

Question 62	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2022-2023.
-------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	Résultats probables 2022-2023 (k\$)
Transferts provenant du ministère de la Justice	177 300,9 K\$
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	255,0 K\$
Revenus autonomes estimés	4 000,0 K\$
Total	181 555,9 K\$

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 63	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2023, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Ventilation détaillée des effectifs pour la Commission
ainsi que pour chacun des bureaux au 28 février 2023

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
Administration & Amos	3,0	6,6		9,6
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	6,0	5,0	0,5	11,5
La Sarre	1,0	1,0		2,0
Nord	3,0	2,6		5,6
Kuujuuaq	1,0	1,0		2,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
Paix des Braves	1,0	1,0		2,0
Projet Nord	3,0	3,0		6,0
Enquête sur mise en liberté	1,0	1,0		2,0
	24,0	26,2	0,5	50,7
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
Rimouski	7,0	8,0	1,0	16,0
New Richmond	2,0	2,7		4,7
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	1,0	9,0
Gaspé	1,0	1,5		2,5
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,5		4,5
Chandler	2,0	2,7		4,7
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	1,5		2,5
Cabano	1,0	1,6		2,6
	21,0	28,0	2,0	51,0
CÔTE-NORD				
Sept-Iles	5,0	7,5		12,5
Baie-Comeau	5,0	5,0	0,5	10,5
Forestville	1,0	1,0		2,0
	11,0	13,5	0,5	25,0
ESTRIE				
Sherbrooke (administration et civil)	8,0	15,0	0,5	23,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Val-des-Sources	2,0	2,0		4,0
Lac Megantic	2,0	2,0		4,0
Magog	2,0	2,0		4,0
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	9,5	9,0		18,5
	27,5	35,0	0,5	63,0

Question 63	Suite
--------------------	-------

LAURENTIDES-LANAUDIÈRE

St-Jérôme	18,0	17,1	1,0	36,1
Joliette	11,0	11,3	1,0	23,3
Mont-Laurier	2,0	2,8		4,8
Ste-Thérèse	2,0	3,6		5,6
Repentigny	2,0	3,9		5,9
Ste-Agathe	1,0	1,6		2,6
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	1,7		2,7
Terrebonne	1,0	1,5		2,5
Administration	2,0	5,0		7,0
	41,0	50,1	2,0	93,1

MAURICIE-CENTRE-DU-QC

Trois-Rivières	11,0	12,0	0,5	23,5
Shawinigan	6,0	6,0	0,5	12,5
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	6,0	8,0	0,5	14,5
Victoriaville	4,0	5,0		9,0
Administration	1,0	4,0		5,0
	29,0	36,0	1,5	66,5

MONTREAL

Laval	16,0	16,0	0,5	32,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. Jeunesse	15,0	10,0	0,5	25,5
Division criminelle	25,0	31,0	2,0	59,0
Maisonnette-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	7,0	9,0	0,5	16,5
Côte-des-Neiges	6,0	8,0	0,5	14,5
Crémazie	7,0	9,0	0,5	16,5
Sud-Ouest	8,0	10,0	0,5	18,5
Administration	3,0	22,0		25,0
Immigration	9,0	14,0		23,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0		8,0
Santé mentale	5,0	3,0		8,0
Service de garde	9,0			9,0
Service de garde - Visio	5,0	1,0		6,0
	133,0	157,0	6,0	296,0

OUTAOUAIS

Gatineau (Civil, famille, jeunesse)	10,0	13,0		23,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham / St-André	2,0	2,5		4,5
Gatineau	5,5	6,5		12,0
Gatineau - Section criminelle	7,0	7,5	0,5	15,0
Aylmer	1,5	1,5		3,0
	29,0	34,5	0,5	64,0

Question 63	Suite
--------------------	-------

QUÉBEC

Charlesbourg	6,0	9,0		15,0
La Malbaie	1,0	1,4		2,4
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	4,0		7,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc – Section jeunesse	10,0	7,0	1,0	18,0
Qc – Section criminelle	10,5	13,1	1,0	24,6
Centre-ville	5,0	7,0		12,0
Administration	2,0	5,0		7,0
	44,5	54,5	2,0	101,0

RIVE-SUD

Longueuil - Administration	2,0	4,5		6,5
Longueuil – Affaires civiles	9,0	12,0	1,0	22,0
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	4,0	4,0		8,0
St-Hyacinthe	5,0	6,0		11,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	5,0	5,0		10,0
Valleyfield	8,0	8,0		16,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil – Criminel & Jeunesse	13,0	10,5		23,5
Projet Rebâtir	16,0	5,0		21,0
	69,0	65,0	1,0	135,0

SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

Chicoutimi	6,0	7,0		13,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	3,0		5,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
Administration	1,0	3,0		4,0
	17,0	24,0	0,0	41,0

COMMISSION	13,0	51,0		64,0
------------	------	------	--	------

TOTAL DES EFFECTIFS	459,0	574,8	16,5	1050,3
---------------------	-------	-------	------	--------

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 64	Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2022-2023. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Volet contributif et volet gratuit

Régions	Demandes reçues du 1er avril au 31 décembre 2022	Demandes acceptées du 1er avril au 31 décembre 2022
Abitibi-Témiscamingue	8 776	6 911
Bas St-Laurent-Gaspésie	6 272	4 974
Côte-Nord	3 158	2 397
Estrie	9 984	8 221
Laurentides-Lanaudière	19 403	14 332
Mauricie-Bois-Francis	12 337	9 624
Montréal	48 478	34 390
Outaouais	9 523	7 846
Québec	16 544	12 637
Rive-Sud	22 417	17 288
Saguenay-Lac St-Jean	6 436	5 548
Total	163 328	124 168

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 65	En 2022-2023, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	1 ^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022
Nombre total de demandes traitées à l'aide juridique	163 328
Nombre total de requérants refusés économiquement à l'aide juridique	6 153
Proportion des demandes traitées	3,77%
Nombre de requérants refusés économiquement ¹ à l'aide juridique <u>et</u> ayant reçu une pension alimentaire ²	279
Proportion des demandes traitées	0,17%
Montant total des pensions alimentaires reçues par ces requérants	2 053 912 \$
Nombre de requérants refusés économiquement à l'aide juridique <u>et</u> dont le montant de la pension alimentaire <u>dépasse</u> à elle seule le barème <u>gratuit</u> ³	6
Proportion des demandes traitées	0,004%
Montant total des pensions alimentaires reçues par ces requérants	218 003 \$
le coût moyen d'un dossier⁴	819 \$
Les sommes épargnées estimées	4 914 \$

¹ Un requérant peut être refusé économiquement tant par ses revenus, ses biens et/ou ses liquidités.

² Toute forme de pension alimentaire. Nous ne pouvons distinguer celles se rapportant uniquement aux enfants.

³ Dont certains ont pu être admis moyennant le paiement d'une contribution.

⁴ Il s'agit du coût moyen d'un dossier (toutes matières confondues) confié et payé aux avocats de la pratique privée, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question **67**

Liste des mandats accordés en 2022-2023 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- a. Le nom et l'adresse du professionnel;
- b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- d. Les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié;
- e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;
- f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question 67	Suite
--------------------	-------

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Mandataires	Taux	Mois	Objet	Montant des honoraires
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	227 \$	Mai 2022	Consultation juridique.	1 910 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	274 \$	Mai 2022	Relations de travail.	5 020 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	300 \$	Juillet 2022	Relations de travail.	3 240 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	300 \$	Août 2022	Consultation juridique.	5 820 \$
Me Francis Meloche	260 \$	Août 2022	Consultation juridique.	9 425 \$
Me Francis Meloche	260 \$	Septembre 2022	Consultation juridique.	2 080 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	300 \$	Octobre 2022	Consultation juridique.	5 880 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	300 \$	Octobre 2022	Relations de travail.	510 \$
Me Francis Meloche	260 \$	Octobre 2022	Consultation juridique.	4 745 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	300 \$	Novembre 2022	Consultation juridique.	150 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	230 \$	Décembre 2022	Consultation juridique.	6 530 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	300 \$	Décembre 2022	Relations de travail.	11 280 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	300 \$	Février 2023	Consultation juridique.	4 290 \$

Renseignements particuliers Étude des crédits 2023-2024

Question 67	Suite
-------------	-------

Mandataires	Taux	Mois	Objet	Montant des honoraires
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	300 \$	Février 2023	Relations de travail.	3 150 \$
Total des honoraires				64 030 \$

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 68	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d’avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour l’année 2022 2023.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Q _{uestion} 87	Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches pour les augmenter.
-------------------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Pour 2022-2023, 19 employés étaient affectés en tout ou en partie dans le Nord incluant les services en matière criminelle et protection de la jeunesse.

- Baie D’Ungava : 3 avocats, 3 personnels de soutien
- Baie d’Hudson : 4 avocats, 3,5 personnels de soutien
- Baie James : 1 avocat, 1 personnel de soutien
- Côte intérieure cris : ½ avocat ½ personnel de soutien
- Service d’enquête sur mise en liberté au Nunavik : 1 avocat, 1 personnel de soutien

Cette région est desservie par la cour itinérante du Québec.

Renseignements particuliers	Étude des crédits 2023-2024
Question 97	Bilan détaillé des mesures de la stratégie des délais en matière criminelle et pénale, ventilé et sommes octroyées par mesure en date du 31 mars 2023.

MINISTÈRE

Sous-ministériat des services à l’organisation

Sous-ministériat des services de justice, des registres et de la transformation

Stratégie d’action gouvernementale visant à contribuer à la réduction des délais en matière criminelle et pénale		
État d’avancement de la mise en œuvre des mesures en date du 31 mars 2023		
Mesure	Responsable	État d’avancement
20 nouveaux postes d’avocats à la Commission des services juridiques	CSJ	20 postes pourvus
27 nouveaux effectifs de soutien à la Commission des services juridiques	CSJ	27 postes pourvus

Légende :
CSJ : Commission des services juridiques